



## OIM NIGER

# INTENTIONS DE RETOUR ET OPPORTUNITÉS SOCIO-ÉCONOMIQUES DES POPULATIONS DÉPLACÉES DANS LA RÉGION DU DIFFA

2018

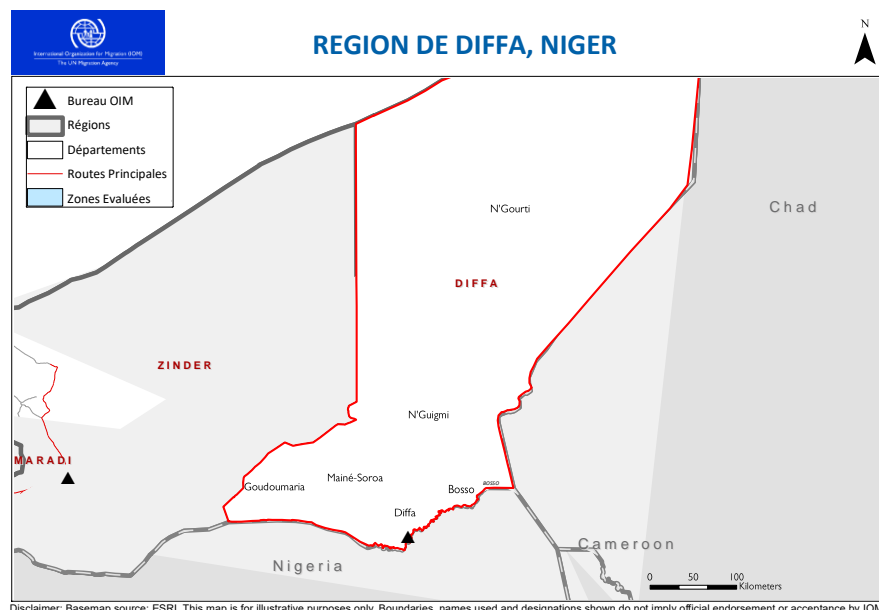


## CONTENU

RESUME.....	2
FAITS SAILLANTS : .....	3
1. INTRODUCTION .....	4
2. METHODOLOGIE .....	4
3. RESULTATS.....	5
3. a. DONNEES DEMOGRAPHIQUES DE L'ENQUETE .....	5
3. b. PROCESSUS ET CONDITIONS DE DEPLACEMENT.....	5
3. c. INTENTIONS DE RETOUR.....	7
3. d. ACTIVITES SOCIO ECONOMIQUES.....	10
3. e. IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET RESSOURCES NATURELLES.....	14
CONCLUSION .....	16
ANNEXES .....	17

## RESUME

Dans le cadre de sa réponse d'urgence aux personnes déplacées dans la région de Diffa, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a mené une enquête sur les intentions de retour ciblant les personnes déplacées (PD) dans la région de Diffa. L'enquête a été centrée sur les intentions de retour des personnes interviewées, leur situation socio-économique, et leur impact sur l'environnement. L'enquête s'est déroulée du 30 novembre au 7 décembre 2017 dans trois des six départements de la région de Diffa : Diffa, Mainé Soroa et N'guimi. Un total de 1 784 ménages a été interrogé dans 30 localités.



## FAITS SAILLANTS :

### SITUATION DE DEPLACEMENT

La situation de déplacement dans la région de Diffa reste complexe. La région accueille actuellement des personnes déplacées internes (PDI), des réfugiés et des retournés. Une partie de la population déplacée a déjà commencé à rentrer ou à s'installer ailleurs mais la situation sécuritaire reste très instable suite aux attaques continues lancées par Boko Haram des deux côtés de la frontière entre le Nigéria et le Niger. Cette situation s'est aggravée par la crise socio-économique et l'état d'urgence décrété à la suite des attentats du 6 février 2015 interdisant les activités essentielles à l'économie locale (culture du poivron, pêche et circulation des deux-roues motorisés) et imposant des restrictions sur les mouvements dans la région. La perte des moyens de subsistance des PDI et des populations hôtes entraînera vraisemblablement une diminution de leur capacité à subvenir à leurs besoins et aura un impact négatif sur leurs conditions de vie. Cette situation a forcé plusieurs milliers de réfugiés, déplacés internes et retournés à fuir l'insurrection et à s'installer dans des zones plus sûres le long de l'axe principal de la Route Nationale N°1.

- Selon les chiffres du gouvernement d'Octobre 2017, 129 015 personnes déplacées internes (26 378 ménages), 108 470 réfugiés enregistrés (23 006 ménages) et 14 820 retournés (2 907 ménages) ont été identifiés dans la région de Diffa.
- La population a été déplacée dans sa quasi-intégralité par l'insurrection.
- 1% de la population actuelle a été déplacée avant 2014 ; 38% en 2014 ; 46% en 2015 ; 14% en 2016 et 1% en 2017.
- La majorité (90%) des ménages déplacés vivent dans des sites spontanés, tandis que 10% vivent dans des maisons louées, familles d'accueils et centres collectifs.

### SITUATION SOCIO ECONOMIQUE

- 36% des ménages ont répondu qu'ils exerçaient de **nouvelles activités depuis leur déplacement**.
- La majorité des **répondants (84%) ont déclaré que leurs anciennes activités ne sont plus réalisables** en raison du conflit, du déplacement et de la perte de leurs moyens de production.
- 37% des répondants peuvent répondre à leurs besoins (36% partiellement et 1% totalement). Cela marque une **diminution par rapport à mois plus tôt lorsque 41% des mêmes répondants pouvaient répondre à leurs besoins (40% partiellement et 1% totalement)**.
- **48% des répondants pensent qu'il y a peu d'opportunités d'emploi sur le site de déplacement** tandis que 40% pensent que les possibilités d'emploi sont très limitées. Seuls 11% des répondants ont déclaré qu'il existait de nombreuses possibilités d'emploi dans leur zone de déplacement.

### INTENTIONS DE RETOUR

- **82%** des personnes déplacées ont indiqué leur intention de **rester dans la localité actuelle** tandis que **18%** ont indiqué leur intention de **quitter le lieu de déplacement actuel**.
- Sur les 18% qui ont l'intention de quitter le lieu de déplacement actuel, **92% ont déclaré qu'ils retourneraient vers leur lieu d'origine**, si les conditions le permettaient, tandis que **8% d'entre eux se déplaceraient vers un nouvel endroit**.
- **82%** des personnes déplacées n'ayant pas l'intention de quitter leur localité actuelle de déplacement ont déclaré **qu'une meilleure sécurité est la principale condition nécessaire au retour**. La deuxième condition la plus importante pour le retour est la fourniture **d'assistance humanitaire dans leur région d'origine (56%)**.
- Les trois principales raisons qui **empêchent les personnes déplacées de retourner dans leur lieu d'origine** sont :
  - Attente de la décision des autorités locales / chefs traditionnels / (72%),
  - Manque de moyens financiers pour le retour (39%),
  - Attente d'un feedback sur l'évolution de la situation des personnes qui sont déjà rentrées (35%).

## 1. INTRODUCTION

La région de Diffa accueille des populations déplacées par la violence causée par Boko Haram dans le Nord-Est du Nigéria depuis 2013. La situation s'est considérablement détériorée en Février 2015, avec les premières attaques sur le territoire du Niger, dans la région de Diffa. Le déplacement de la région de Diffa est devenu une situation mixte, accueillant non seulement des réfugiés Nigériens et des retournés Nigériens, mais également des personnes déplacées internes (PDI), qui dépassent désormais les populations venues du Nigéria.

Alors que l'OIM est présente au Niger depuis 2006, l'Organisation s'est installée dans la région de Diffa en 2013. En tant que Co-lead du groupe de travail Abris et Biens Non-Alimentaires, l'OIM travaille avec le Gouvernement du Niger, les autorités locales et les partenaires humanitaires assistant les populations affectées par le conflit.

Dans le cadre de sa réponse d'urgence aux personnes déplacées dans la région de Diffa, l'OIM a mené une enquête ciblant les personnes déplacées dans la région de Diffa. Le but de cette enquête est de faciliter la compréhension des intentions de retour et de la situation socioéconomique des personnes déplacées dans la région de Diffa, qui accueillent actuellement le plus grand nombre de personnes déplacées par le conflit. Les informations collectées visent également à assister les acteurs humanitaires dans leur planification et prise de décision pour la fourniture d'une assistance complète et adaptées aux populations affectées.

**Ce rapport fournit des informations sur les intentions de retour, la situation socioéconomique, et l'utilisation des ressources naturelles des personnes déplacées (PD), dont les personnes déplacées internes et réfugiés non enregistrés ; les retournés sont également couverts par certaines sections de ce rapport. L'analyse présentée dans ce rapport a pour objectif de fournir des informations sur les personnes déplacées en général (PDI, retournés et réfugiés).**

## 2. METHODOLOGIE

L'étude a été menée dans trois des six départements de la région de Diffa. 30 localités ont été ciblées pour les interviews. L'étude a priorisé les localités accueillant au moins 100 ménages déplacés afin d'atteindre le plus grand nombre de personnes déplacées possible ; les localités évaluées ont été sélectionnés sur la base des chiffres publiés par le Gouvernement du Niger en Octobre 2017 (Direction Régionale de l'Etat Civil et des Réfugiés – DREC/R). 42 enquêteurs ont été formés et 40 ont réussi les tests de sélection finaux pour effectuer le travail sur le terrain. Avant leur déploiement, les enquêteurs ont été formés sur la méthodologie et les outils, ainsi que les principes humanitaires fondamentaux, le mandat de l'OIM et les activités d'urgence de l'OIM à Diffa. L'équipe de gestion de l'information de l'OIM a été déployée à Diffa pendant la conduite de l'enquête pour soutenir le travail.

Un total de 1 784 chefs de familles déplacées a répondu au questionnaire dans 30 localités identifiées comme hébergeant des populations déplacées ; chaque répondant représentait un ménage, reflétant ainsi un total de 12 130 personnes déplacées. Les personnes interrogées ont été choisies au hasard parmi la population déplacée vivant dans les localités évaluées. Avant leur participation, les personnes interrogées se sont vu présenter les objectifs de l'enquête ainsi que le caractère volontaire de leur participation. Les entretiens individuels ont été complétés par 84 groupes de discussion afin d'obtenir une meilleure compréhension de problématiques et tendances spécifiques identifiés pendant l'enquête.

Le questionnaire utilisé pour cette enquête (annexe 2) comprenait des questions à choix unique, des questions à choix multiple, et des questions ouvertes (texte libre).



**40**

**Enumérateurs**

**1 784**

**Ménages**

**Déplacés**

**Interviewés**



**12 130**

**Individus**

**Déplacés**

**30**

**Localités**



### 3. RESULTATS

#### 3. a. DONNEES DEMOGRAPHIQUES DE L'ENQUETE

Un total de 1 784 individus déplacés a été interviewé ; chacun représentant un ménage, reflétant ainsi un total de 12 130 personnes déplacées. 52% des répondants sont des hommes et 48% sont des femmes.

18% des femmes chefs de famille sont veuves alors que ce statut ne représente que 0.6% des hommes chefs de famille. L'âge moyen des répondants est 40 ans (37 pour les femmes et 44 pour les hommes).

La grande majorité des ménages a des enfants (98%).

La taille moyenne d'un ménage est 6.80 et le nombre moyen d'enfant par ménage est 4.44.

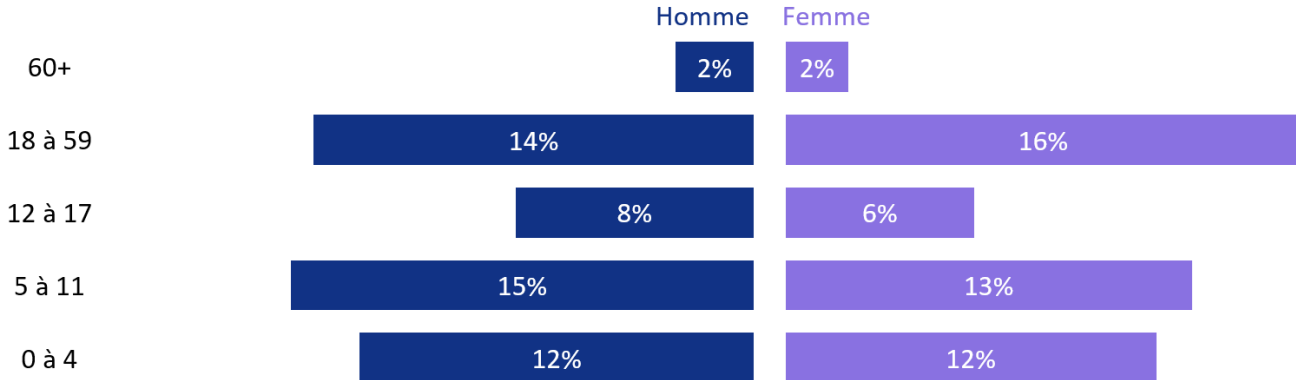
Les enfants représentent 65% de la population totale enquêtée. 59% de tous les enfants ont entre 0 et 5 ans.

**Tableau 1 : Profil démographique de la population**

	Pourcentage des ménages ayant des enfants	98%
	Taille moyenne des ménages	6.80
	Nombre moyen d'enfants par ménage	4.44
	Pourcentage de mineurs (-18)	65%
	Pourcentage de mineurs entre 0-5 (comparé à tous les enfants)	59%
	Pourcentage de personnes âgées (60+)	4%

Comme mentionné ci-dessus, la population déplacée est jeune, avec 65% de ses individus ayant moins de 18 ans. Les 12 130 individus déplacés représentés dans cette enquête sont composés à 52% d'homme et 48% de femmes. Le graphique ci-dessous illustre la répartition par sexe et âge de la population enquêtée.

**Graphique 1 : Répartition par sexe et âge**



#### 3. b. PROCESSUS ET CONDITIONS DE DEPLACEMENT

80% de la population enquêtée est actuellement déplacée, alors que 18% de cette population n'a jamais été déplacée. 2% sont des retournés du Nigéria, c'est-à-dire des Nigériens qui s'étaient établis au Nigéria mais ont dû revenir au Niger du fait du conflit.



Déplacé : 80%



Jamais déplacé : 18%

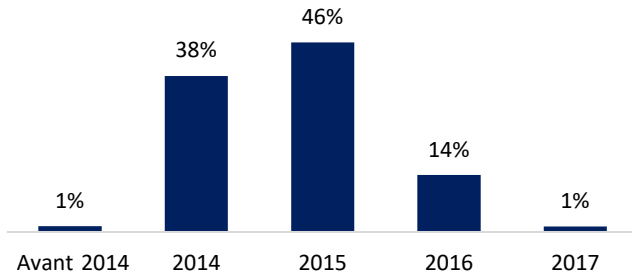


Retournés du Nigéria : 2%

## PERSONNES DEPLACEES

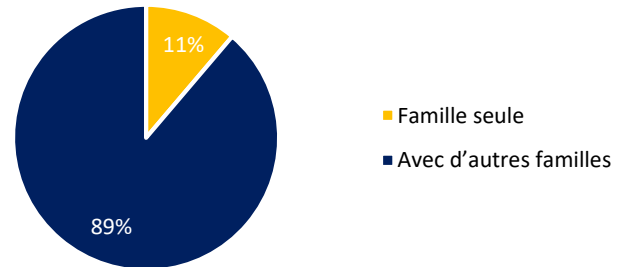
Parmi les répondants actuellement déplacés, 46% ont été déplacés en 2015, 38% en 2014 et 14% en 2016. 1% ont été déplacés avant 2014 et 1% en 2017.

**Graphique 2 : Années de déplacement**



Lorsque les ménages ont entrepris leur déplacement, ils ont voyagé seuls (11%) ou avec d'autres familles (89%).

**Graphique 3 : Organisation du processus de déplacement**

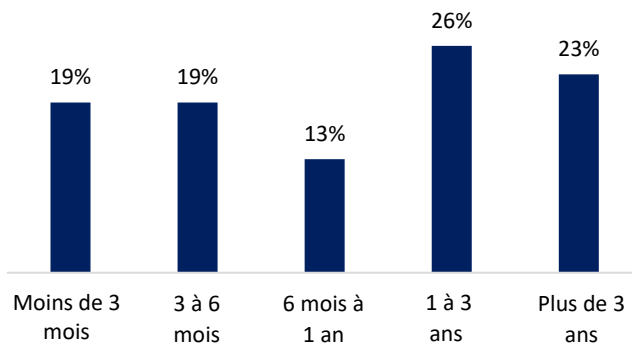


## RETOURNES

Comme mentionné ci-dessus, seuls 2% des répondants sont des nationaux Nigériens qui s'étaient établis au Nigéria mais qui sont depuis rentré au Niger du fait du conflit.

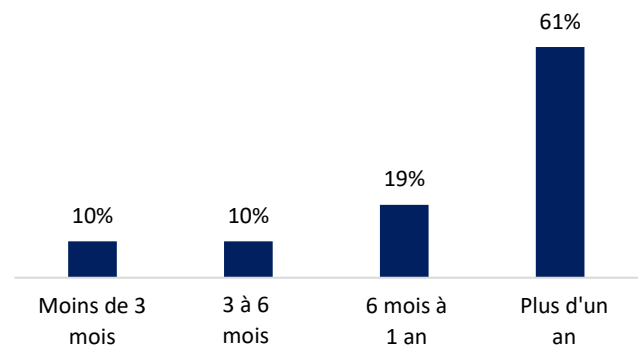
Avant leur retour, les ménages retournés enquêtés ont été déplacés pour une période de moins de 3 mois (19%), 3 à 6 mois (19%), 6 mois à 1 an (13%), 1 à 3 ans (26%), ou plus de 3 ans (23%).

**Graphique 4 : Durée du déplacement avant le retour**



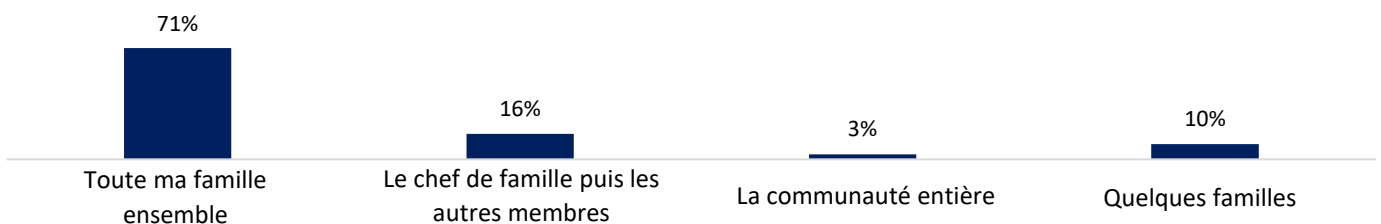
La majorité des retournés est revenue au Niger depuis plus d'un an (61%) alors que les retournés restants sont revenus il y a 6 mois à un an (19%), 3 à 6 mois (10%), et moins de 3 mois (10%).

**Graphique 5 : Périodes de retour**



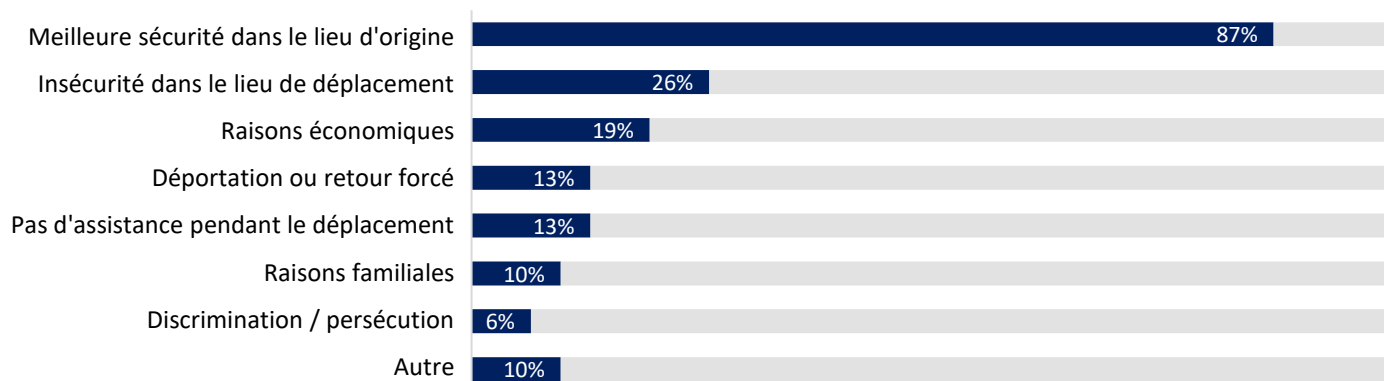
La majorité des répondants a déclaré que tous les membres de ménage étaient rentrés au Niger ensemble et simultanément (71%). Les autres familles ont indiqué qu'elles étaient rentrées au Niger avec le chef de famille rentrant en premier et les membres de famille rentrant plus tard (16%), avec la communauté entière (3%), et avec quelques autres familles (10%). La rareté des retours d'individus seuls souligne l'importance des liens familiaux et sociaux, et devrait être pris en compte dans le cadre des programmes assistant les retournés ou facilitant les retours.

**Graphique 6 : Organisation du retour**



Le retour des répondants a été motivé par l'amélioration de la sécurité dans leur zone d'origine (87%), l'insécurité dans la zone de déplacement (26%), des raisons économiques (19%), le manque d'assistance pendant le déplacement (13%), déportation ou retour forcé (13%), raisons familiales (10%), discrimination/persécution (6%), et autres raisons non spécifiées (10%).

**Graphique 7 : Raisons de retour**

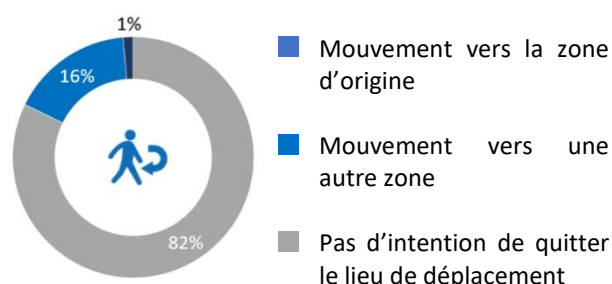


### 3. c. INTENTIONS DE RETOUR

Cette section explore les intentions des personnes déplacées de retourner dans leurs communautés d'origine, les raisons associées aux intentions ainsi que les indicateurs nécessaires pour faciliter un retour.

18% des ménages déplacés ont indiqué leur intention de quitter leur lieu de déplacement pour une autre localité alors que 82% comptent rester dans la même localité. Parmi ceux qui ont l'intention de partir, 92% ont l'intention de retourner dans leur région d'origine, tandis que 8% ont l'intention de se déplacer vers une autre région.

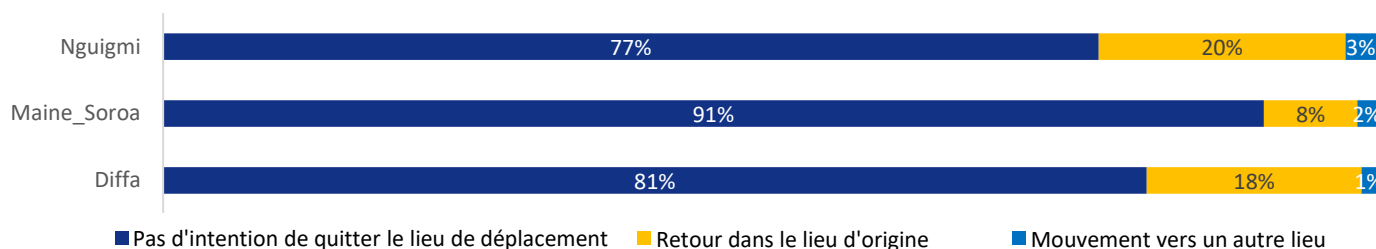
**Graphique 8 : Intentions des personnes déplacées**



Sur la population totale, cela correspond à 82% de la population interviewée ayant l'intention de rester sur le lieu de déplacement, 16% ayant l'intention de retourner dans la zone d'origine, et 1% ayant l'intention d'entreprendre un déplacement secondaire. Cette tendance est vraie dans les trois départements de la région de Diffa couverts par ce rapport.

Alors que la majorité des personnes déplacées dans les trois départements couverts n'ont pas l'intention de quitter le lieu actuel de déplacement, de légères différences sont notées pour chaque département. Les intentions les plus élevées de départ du lieu de déplacement se trouvent dans le département de N'guimi, où 20% de la population déplacée a l'intention de retourner dans la zone d'origine et 3% d'entreprendre un déplacement secondaire. Le département avec les deuxièmes intentions de départ les plus élevées est Diffa avec 18% voulant retourner dans le lieu d'origine et 1% comptant se déplacer vers une autre localité. Enfin, les intentions de départ sont les plus faibles dans le département de Mainé Soroa, avec 8% des ménages comptant retourner chez eux et 2% comptant se déplacer ailleurs.

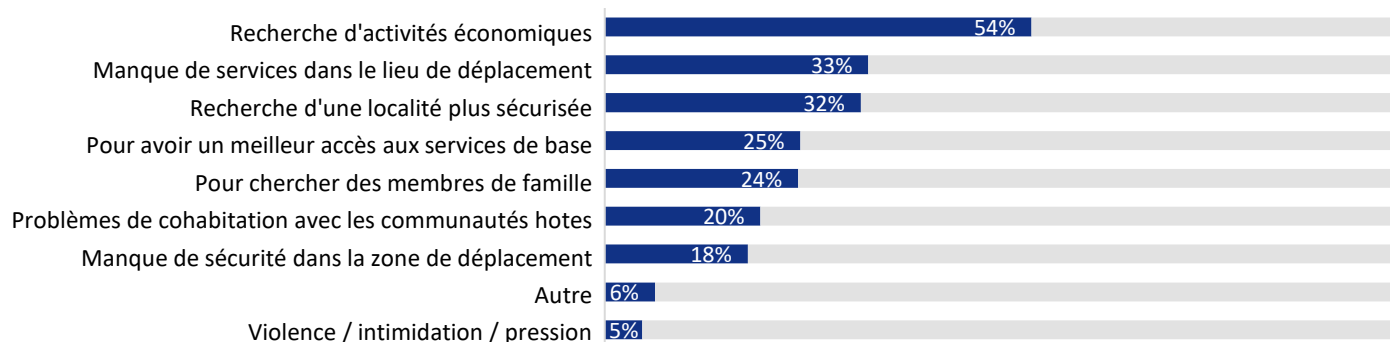
**Graphique 9 : Intentions de retour par Département**



## PERSONNES DEPLACÉES AYANT L'INTENTION DE QUITTER LA ZONE DE DÉPLACEMENT :

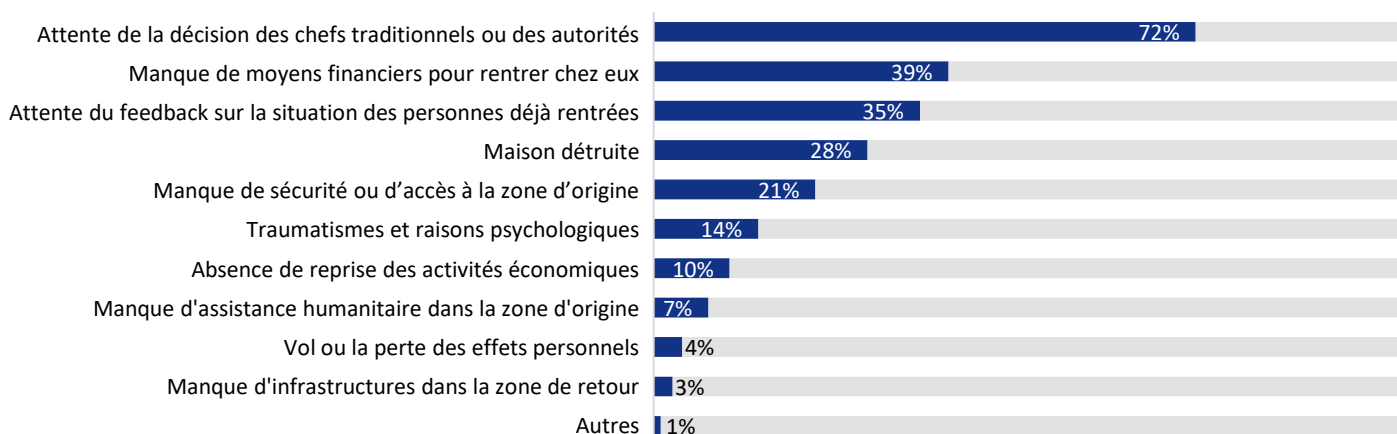
Parmi ceux (18%) qui ont exprimé leur intention de quitter leur zone de déplacement, 92% ont l'intention de retourner vers leur zone d'origine, tandis que 8% indiquent qu'ils ont l'intention d'aller vers un autre lieu. Parmi ceux qui ont l'intention de déplacer ailleurs, 42% ont déjà une destination connue alors que 58% n'en ont pas. Comme indiqué dans le graphique 10 ci-dessous, ceux qui ont exprimé leur intention de quitter leur zone de déplacement sont motivés par la recherche de moyens de subsistance (54%), le manque de services dans leur zone de déplacement actuelle (33%), la recherche d'une localité plus sécurisée (32%), un meilleur accès aux services de base (25%), la recherche de membres de famille (24%), les problèmes de cohabitation avec les communautés hôtes (20%), le manque de sécurité sur le site de déplacement (18%), et la violence / l'intimidation et la pression (5%).

**Graphique 10 : Raisons pour lesquelles les ménages déplacés ont l'intention de quitter leur zone de déplacement**



Les raisons pouvant empêcher le retour immédiat de ceux qui ont l'intention de le faire le plus souvent évoquées (graphique 11 ci-dessous) sont : Attente de la décision des chefs traditionnels ou des autorités (72%), le manque de moyens financiers pour rentrer chez eux (39%), attente du feedback sur la situation des personnes déjà rentrées (35%), la destruction de leur maison (28%), et le manque de sécurité ou d'accès à la zone d'origine (21%). Parmi les autres raisons figurent les traumatismes et raisons psychologiques (14%), l'absence de reprise des activités économiques (10%), le manque d'assistance humanitaire dans la zone d'origine (7%), le vol ou la perte des effets personnels (4%), le manque d'infrastructures dans la zone de retour (3%) et autres (1%).

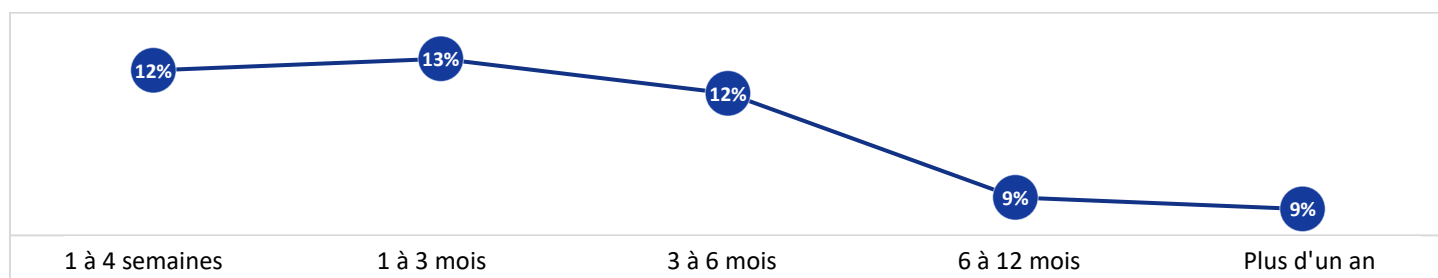
**Graphique 11 : Les raisons qui empêchent les ménages déplacés de quitter dès maintenant**



En plus des intentions de retour des personnes déplacées, et afin de mieux comprendre l'assistance qui serait potentiellement nécessaire, les répondants ont également indiqué leurs périodes potentielles de retour dans leur zone d'origine. Le plus grand nombre de répondants, près de la moitié d'entre eux, ont indiqué ne pas savoir quand ils quitteraient le lieu de déplacement (46%). Les ménages restants ont indiqué leur intention de quitter le lieu de déplacement dans 1 à 4 semaines (12%), 1 à 3 mois (13%), 3 à 6 mois (12%), 6 à 12 mois (9%), et dans plus d'un an (9%). Cette tendance montre que, malgré le fait que 18% des répondants déplacés aient l'intention de rentrer chez eux, **ce processus doit être envisagé dans une perspective à moyen et long terme** (graphique 12) et est continuellement influencé par l'évolution de facteurs dans les zones de déplacement et d'origine.



**Graphique 12 : Périodes estimées de retour**

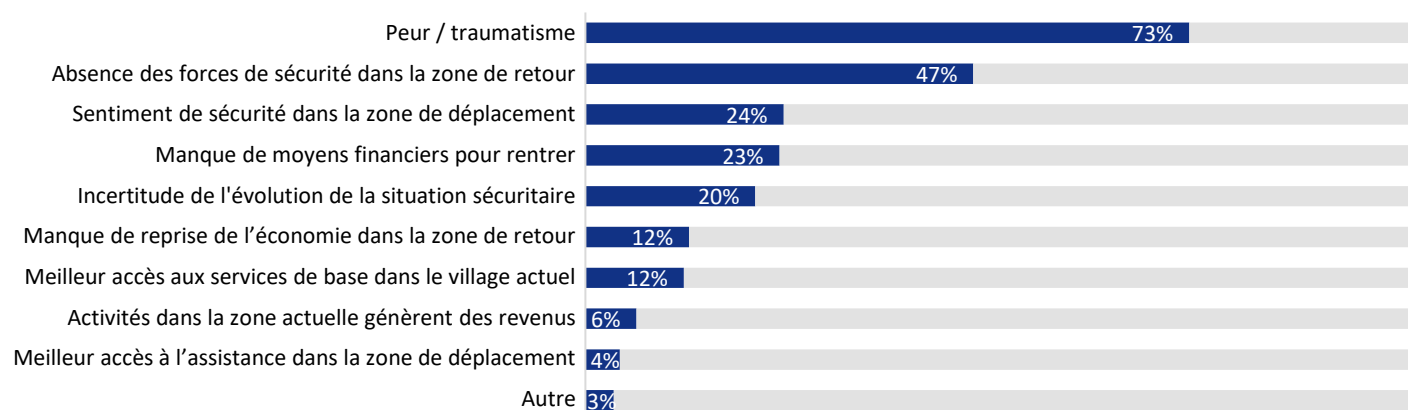


**PERSONNES DEPLACÉES N'AYANT PAS L'INTENTION DE QUITTER LE LIEU DE DÉPLACEMENT :**

82% des répondants ont l'intention de rester dans leur lieu de déplacement actuel. Cela représente la vaste majorité des chefs de famille interviewés ; cette intention est principalement motivée par des raisons liées à une expérience traumatique, à la sécurité, et aux difficultés économiques.

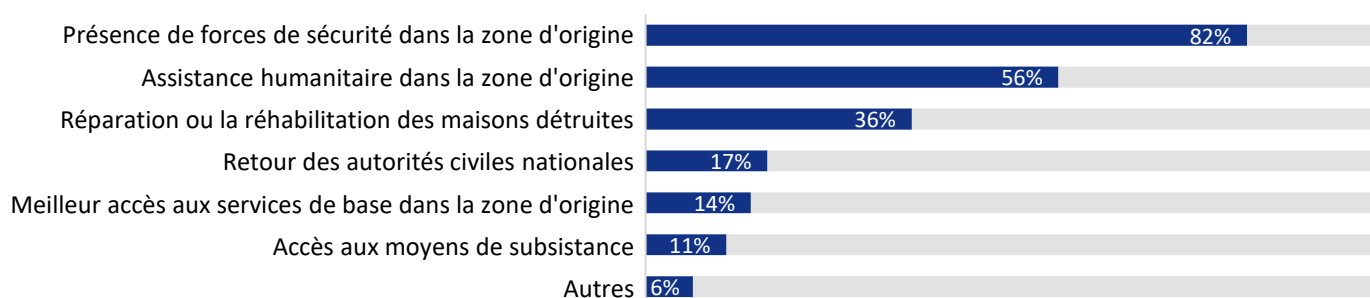
Comme l'illustre le graphique 13 ci-dessous, les raisons le plus souvent évoquées empêchant le retour sont : la peur et le traumatisme (73%), l'absence des forces de sécurité dans la zone de retour (47%), le sentiment de sécurité dans la zone de déplacement (24%), le manque de moyens financiers pour rentrer (23%), et l'incertitude quant à la future évolution de la situation sécuritaire (20%). D'autres raisons moins importantes incluent le manque de reprise de l'économie dans la zone de retour (12%), un meilleur accès aux services de base dans le village de déplacement (12%), les activités dans la zone de déplacement commencent à générer des revenus (6%), et le meilleur accès à l'assistance humanitaire dans la zone de déplacement (4%).

**Graphique 13 : Raisons pour lesquelles les ménages déplacés n'ont pas l'intention de quitter leur zone de déplacement**



Le graphique 14 ci-dessous montre les réponses des personnes déplacées lorsqu'ils sont interrogés sur les conditions requises pour faciliter leur retour. La présence des forces de sécurité dans la zone d'origine (82%) est la première priorité, suivie par la fourniture d'assistance humanitaire dans la zone d'origine (56%), et la réparation ou la réhabilitation des maisons détruites (36%). Les autres réponses citées incluent également le retour des autorités civiles nationales (17%), l'amélioration de l'accès aux services de base dans la zone d'origine (14%), et l'accès aux moyens de subsistance (11%).

**Graphique 14 : Facteurs nécessaires pour faciliter le retour des ménages n'ayant pas l'intention de quitter la zone de déplacement**



### 3. d. ACTIVITES SOCIO ECONOMIQUES

#### ACTIVITES GENERATRICES DE REVENUS

Une évaluation socio-économique a été réalisée pour comprendre les moyens de subsistance des personnes déplacées, leurs opportunités économiques, les difficultés rencontrées lors de ces activités ainsi que leurs besoins.

Les activités génératrices de revenus les plus courantes parmi la population cible sont l'agriculture de subsistance (45%) et les petits commerces (27%). Les autres activités fréquentes incluent l'artisanat (12%), travail journalier (11%), collecte et vente de bois (10%) et élevage (6%). Un pourcentage relativement élevé de répondants, 15%, ont indiqué qu'ils n'avaient pas actuellement d'activités génératrices de revenus.

La prédominance des activités agricoles n'est pas surprenante pour un pays où l'agriculture est l'activité génératrice de revenus de 87% de la population<sup>1</sup> ; cependant, cela pourrait influencer les intentions de retour, notamment si aucune terre cultivable n'est mise à la disposition des personnes déplacées pour cultiver dans leur zone de déplacement.

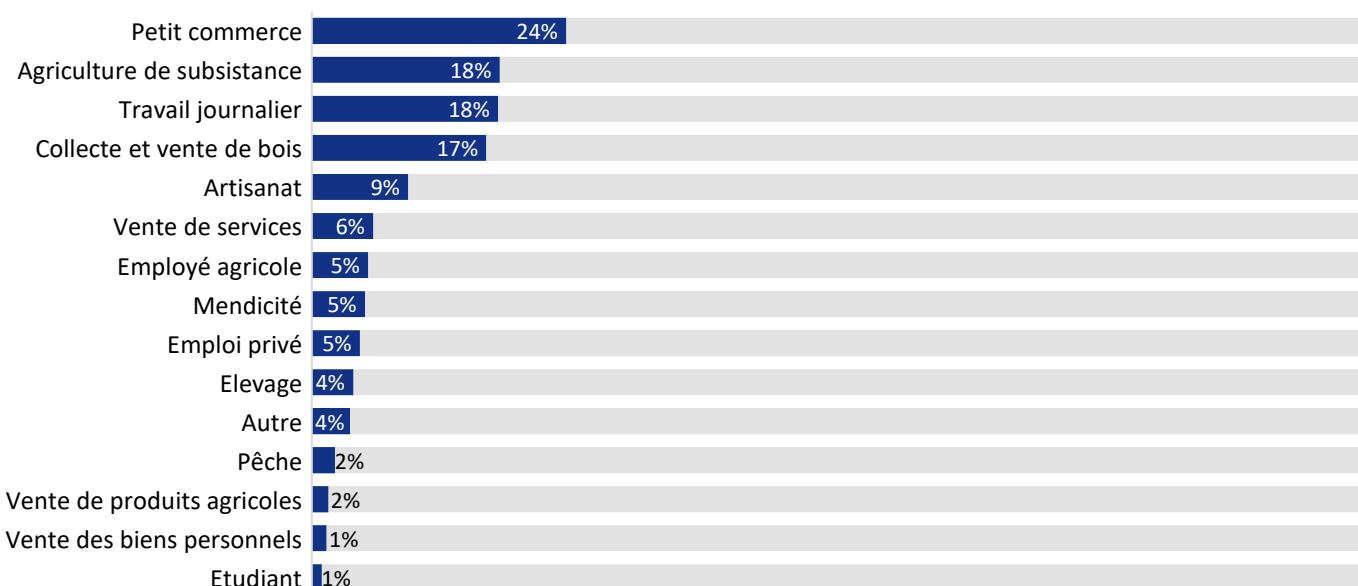
Pour évaluer l'évolution et l'adaptation des activités économiques des ménages interviewés, il a été demandé aux participants si leur déplacement les avait poussés à entreprendre de nouvelles activités économiques ; 36% ont répondu qu'ils menaient de nouvelles activités (graphique 15).

**Tableau 2 : Activité socioéconomique actuelle**

Type d'activité	Oui (%)	Non (%)
Agriculture de subsistance	45%	55%
Petit commerce	27%	73%
Aucune	15%	85%
Artisanat	12%	88%
Travail journalier	11%	89%
Collecte et vente de bois	10%	90%
Elevage	6%	94%
Autre	6%	94%
Emploi privé	3%	97%
Employé agricole	3%	97%
Vente de services	3%	97%
Pêche	3%	97%
Mendicité	2%	98%
Vente des biens personnels	1%	99%
Vente de produits agricoles	1%	99%
Etudiant	1%	99%
Fonctionnaire	0%	100%

Les principales activités nouvellement menées par les ménages déplacés sont le commerce indépendant / petit commerce (24%), l'agriculture de subsistance (18%), le travail journalier (18%), et la collecte et vente de bois (17%).

**Graphique 15 : Nouvelles activités socioéconomiques entreprises par les ménages depuis le déplacement**



<sup>1</sup> CIA, World Factbook, Niger, [https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/print\\_ng.html](https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/print_ng.html)

L'évolution des activités économiques pendant le déplacement souligne la perte probable des moyens de production par une partie des ménages déplacés, ce qui expliquerait l'augmentation des moyens de subsistance nécessitant peu ou pas d'outils de production (travail journalier, collecte et vente de bois, artisanat, etc.). L'augmentation importante du commerce indépendant / petit commerce peut être expliquée par les restrictions sur la pêche et l'agriculture (du fait des restrictions sur l'irrigation), qui constituaient des activités économiques majeures des personnes déplacées avant leur déplacement. L'augmentation importante de l'agriculture de subsistance est vraisemblablement due à la nécessité de trouver des sources alternatives de nourriture du fait de la baisse du pouvoir d'achat et l'incapacité de pratiquer l'emploi habituel, ainsi qu'une cohabitation positive avec les communautés hôtes (sans qui les terres ne seraient pas disponibles). Enfin, l'augmentation de la collecte et vente de bois comme activité génératrice de revenus est une préoccupation qui pourrait avoir des conséquences néfastes sur l'environnement dans des zones déjà affectées par la désertification.

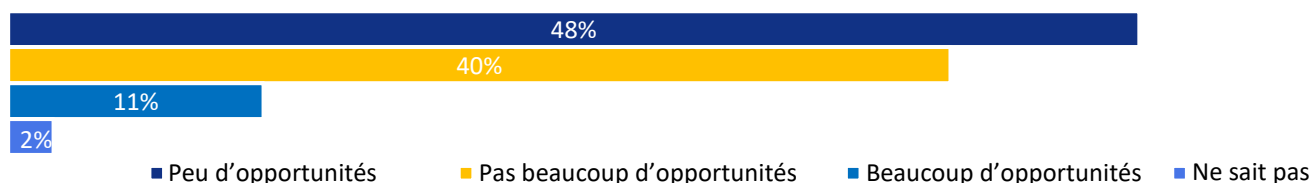
La majorité des ménages (84%) interviewés entreprenant de nouvelles activités économiques ont justifié ce changement par le fait que les anciennes activités ne sont plus faisables à cause du conflit, du déplacement, ou de la perte de moyens. 14% des ménages ont répondu que les nouvelles activités sont plus rentables, et 10% qu'ils avaient décidé de diversifier leurs activités.

**Graphique 16 : Raisons pour lesquelles les ménages entreprennent de nouvelles activités socioéconomiques**



48% des personnes interrogées pensent qu'il y a peu d'opportunités de travail dans la zone de déplacement tandis que 40% pensent qu'il n'y a pas beaucoup d'opportunités de travail. 11% pensent qu'il y a beaucoup d'opportunités de travail et 2% n'avaient pas d'information sur le sujet. Cette perception négative du marché du travail pourrait expliquer l'augmentation du travail indépendant et des activités de subsistance (comme souligné par le graphique 15 ci-dessus).

**Graphique 17 : Perception des opportunités d'emplois disponibles sur le lieu de déplacement**



Lorsque les énumérateurs ont posé la question de perception sur l'existence de barrières pour trouver un emploi, 59% des chefs de ménage interviewés ont répondu affirmativement. Les barrières identifiées par ces ménages sont le manque d'emplois disponibles (61%), le manque de capital ou d'intrants (22%), le manque de qualifications (9%), la discrimination (7%), et autres raisons (2%).

**Graphique 18 : Obstacles perçus auxquels les répondants font face pour accéder au marché du travail**

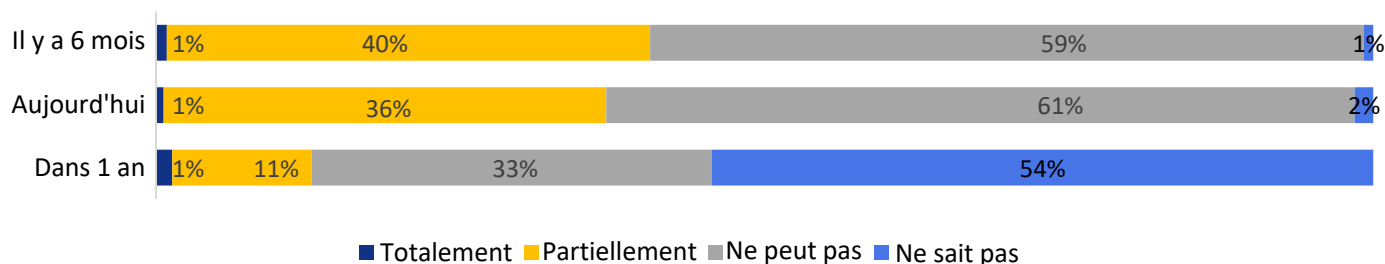


## CAPACITES ECONOMIQUES

37% des personnes interrogées déclarent qu'elles peuvent actuellement répondre à leurs besoins (36% partiellement et 1% totalement). Cela marque une diminution par rapport à 6 mois plus tôt lorsque 41% des mêmes personnes interrogées pouvaient répondre à leurs besoins (40% partiellement et 1% totalement). De même, 61% des personnes interrogées déclarent qu'elles sont actuellement incapables répondre à leurs besoins, une augmentation de 2% par rapport à 6 mois

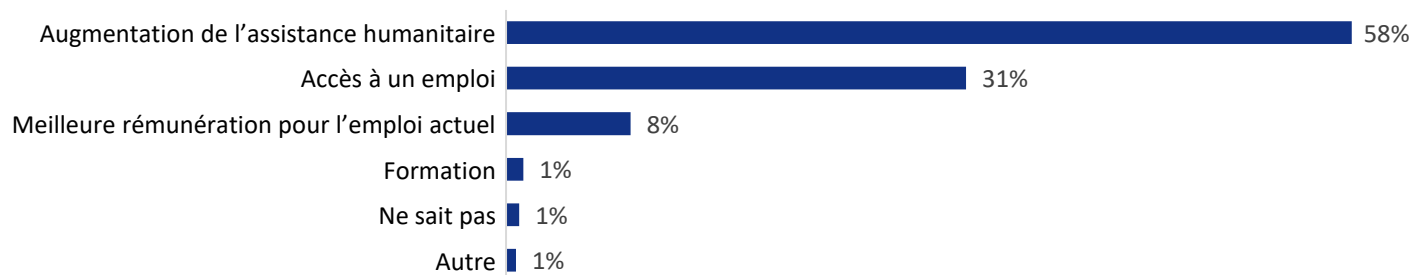
plus tôt. Tandis que les capacités des ménages à remplir leurs besoins ont légèrement diminué en comparaison à 6 mois plus tôt, les niveaux restent comparables. Bien que cela soit impossible, ou du moins compliqué, pour les ménages de connaître en avance leur situation économique future, les énumérateurs ont demandé aux chefs de ménage s'ils pensaient qu'ils seraient capables de remplir leurs besoins dans un an. Plus de la moitié des personnes interrogées (54%) ont déclaré qu'ils ne savaient pas, tandis que 33% ont déclaré qu'ils ne seraient pas capables de remplir les besoins du ménage ; seuls 12% ont déclaré qu'ils seraient capables de répondre aux besoins du ménage (11% partiellement et 1% totalement). Cela souligne le niveau élevé d'incertitude des personnes déplacées quant à leur situation économique, qui évoluera vraisemblablement avec l'évolution de la situation sécurité et économique dans la zone.

**Graphique 19 : Capacité de répondre aux besoins du ménage au fil du temps**



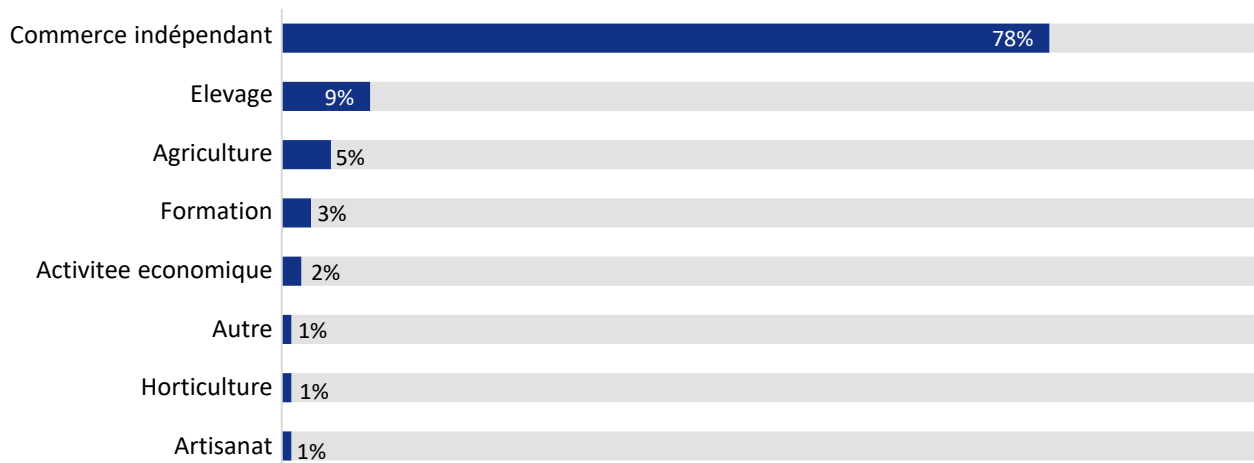
Les éléments identifiés par les personnes interrogées pour améliorer leur situation économique incluent une augmentation de l'assistance humanitaire (58%), l'accès à un emploi (31%), et une meilleure rémunération pour l'emploi actuel (8%). Seul 1% des personnes interrogées a déclaré qu'une formation améliorerait leurs conditions économiques.

**Graphique 20 : Eléments qui permettraient l'amélioration de la situation économique des ménages interviewés**



L'activité économique que la grande majorité des personnes interrogées voudraient mettre en œuvre, en plus ou à la place de leurs activités actuelles, est le commerce indépendant (78%). Cela pourrait être justifié par la perception et l'attente de profits rapides par la mise en œuvre de ce type d'activité dans la région.

**Graphique 21 : Type d'activités que les ménages voudraient entreprendre**



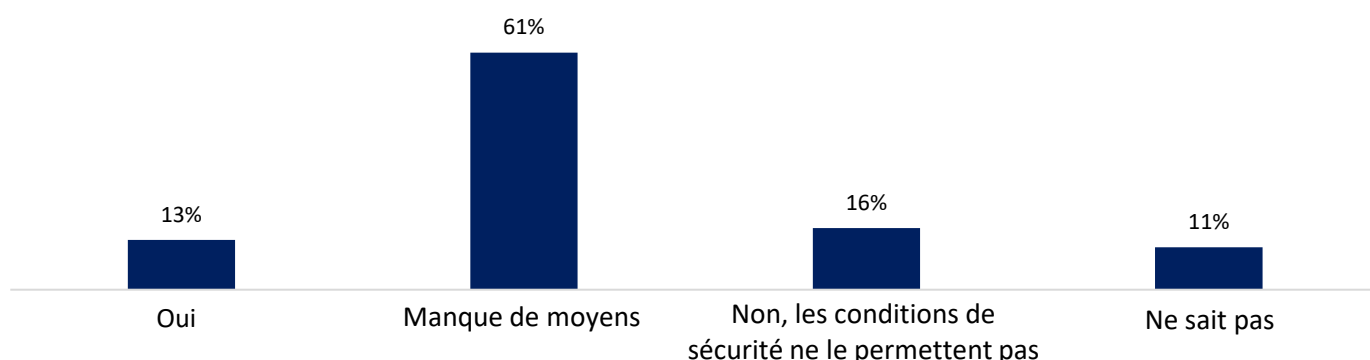
L'écrasante majorité des ménages interrogés (94%) a déclaré que la raison principale les empêchant d'entreprendre de nouvelles activités économiques est le manque de moyens financiers. Les autres raisons, de moindre importance, incluent : l'indisponibilité des terres (1.8%), l'indisponibilité des matériels (1.2%), le manque de temps (0.8%), le manque d'expérience (0.6%), la discrimination (0.3%), et autres raisons non spécifiées (0.1%).

**Graphique 22 : Raisons empêchant les ménages interviewés d'entreprendre de nouvelles activités économiques**



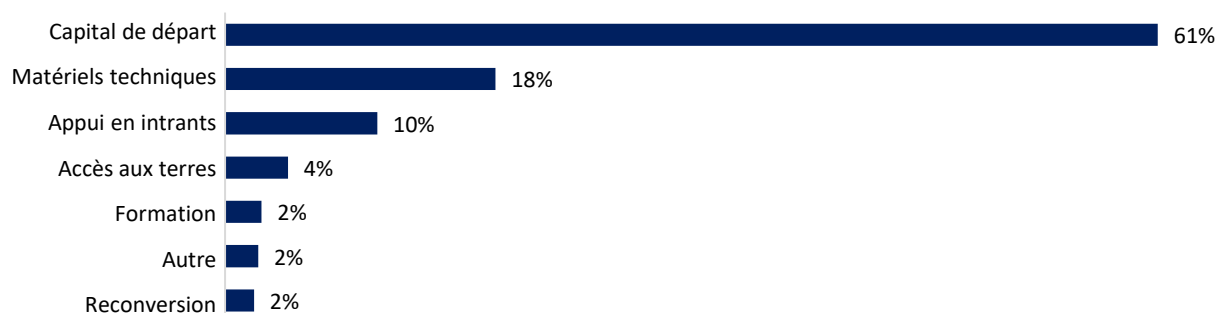
Seuls 13% des répondants ont déclaré qu'ils pourraient reprendre leurs activités génératrices de revenus dans leur zone d'origine tandis que 11% étaient incertains sur leur capacité de reprendre leurs activités. Les ménages restants ont cité le manque de moyens financiers (61%) et l'absence de sécurité dans la zone de retour (16%) comme les facteurs principaux les empêchant de reprendre leurs activités économiques à leur retour.

**Graphique 23 : Possibilité de reprendre les activités génératrices de revenus après le retour**



L'appui requis par les ménages interviewés pour reprendre ou améliorer leurs activités économiques à leur retour incluent : capital de départ (61%), formation (24%), appui en matériaux techniques (18%), appui en intrants (10%), accès à des terres agricoles (4%), reconversion professionnelle (2%), et autres types d'appui non spécifiés (2%).

**Graphique 24 : Appui requis par les ménages interviewés pour reprendre ou améliorer leurs activités économiques à leur retour**





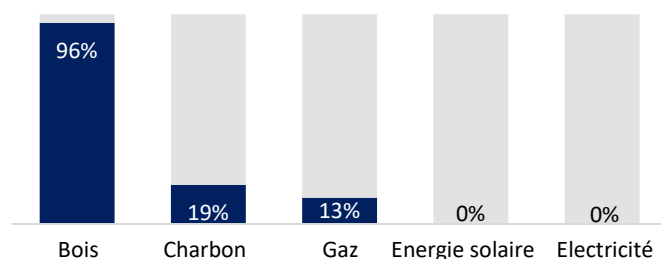
### 3. e. IMPACT ENVIRONNEMENTAL ET RESSOURCES NATURELLES

Le Niger, comme plusieurs de ses voisins, est à risque des effets du changement climatique. Le pays est déjà affecté par des sécheresses et inondations périodiques, ainsi que par la désertification. L'afflux de personnes déplacées dans un environnement déjà fragile pourrait avoir un impact sur l'ordre social en place et sur l'environnement lui-même, avec un potentiel pour une concurrence accrue pour les ressources naturelles.

#### COMBUSTIBLE DE CUISSON

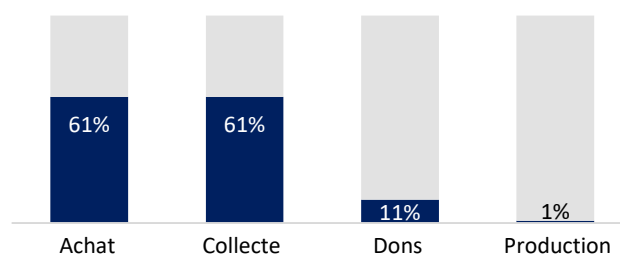
96% des ménages utilisent le bois pour cuisiner, 19% utilisent du charbon et seuls 13% utilisent le gaz. Aucun des ménages interviewés n'utilise l'énergie solaire ou l'électricité comme combustible de cuisson.

**Graphique 25 : Combustibles de cuisson utilisés**



Les combustibles de cuisson sont principalement obtenus par l'achat ou la collecte (61% chacun). Les autres sources, moins importantes, incluent les dons (11%) et la production (1%).

**Graphique 26 : Sources des combustibles de cuisson**



D'après le recensement général de la population et de l'habitat<sup>2</sup> de 2012, plus de 82% des ménages au Niger utilisent le bois comme combustible principale de cuisson : 77% en milieu urbain et 84% en milieu rural. Les combustibles alternatifs, tels que le gaz et charbon, sont respectivement utilisés par 8% et 6.5% des ménages en milieu urbain et sont quasi-inexistants en milieu rural.

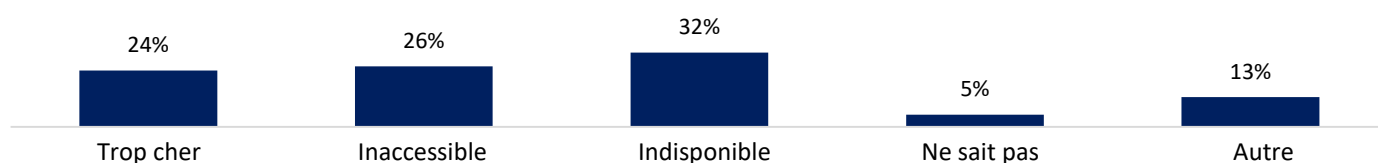
Cette information présente la situation nationale en 2012, i.e. avant le début de la crise de déplacement à Diffa. Il est intéressant de noter que 82% des ménages utilisaient le bois comme leur combustible de cuisson principal au niveau national en 2012, alors que 96% des ménages ayant répondu à cette enquête ont déclaré utiliser du bois. Cela pourrait être une augmentation importante posant un risque pour l'environnement et facilitant la déforestation. A contrario, 19% et 13% des personnes interrogées ont déclaré qu'elles utilisent respectivement du charbon et gaz, ce qui représente une augmentation soulignant la potentielle expansion des combustibles alternatifs de cuisson.

Afin de promouvoir les combustibles alternatifs de cuisson, le Haut Commissariat aux Réfugiés (HCR) s'est associé avec une compagnie privée de distribution de gaz au Niger afin d'améliorer l'accès au gaz domestique dans la région de Diffa, une zone déjà affectée par la désertification. Compte tenu de ces efforts, l'OIM a inclus une question additionnelle concernant les types de combustibles de cuisson utilisés par les personnes interrogées. Cette question concernait les raisons pour lesquelles les ménages n'utilisaient pas le gaz. La principale raison citée par les ménages est l'indisponibilité du gaz (32%), suivi par l'inaccessibilité (26%), et le prix élevé du gaz (24%). Les ménages restants ont cité d'autres raisons non spécifiées (11%) ou étaient incapables de répondre à la question (5%).

Le gaz, contrairement au bois, nécessite un investissement initial afin d'acheter les bouteilles consignées, réchaud, et brûleur. Cet investissement initial requiert une somme estimée à 24 000 Francs CFA (environ 45 Dollars Américains). Bien que le gaz coûte moins cher que les autres combustibles sur une base mensuelle, cet investissement pourrait décourager les ménages affectés et justifier le fait que 24% des ménages interrogés n'utilisent pas le gaz pour des raisons financières.

<sup>2</sup> Recensement général de la population et de l'habitat, 2012, Rapport sur les caractéristiques de l'habitat et le cadre de vie, Institut National de la Statistique du Niger : [http://www.stat-niger.org/statistique/file/RGPH2012/CaracteristiquesHabitat\\_Cadre2Vie.pdf](http://www.stat-niger.org/statistique/file/RGPH2012/CaracteristiquesHabitat_Cadre2Vie.pdf)

**Graphique 27 : Raisons pour lesquelles les ménages n'utilisent pas le gaz comme combustible**



## MATERIAUX DE CONSTRUCTION

D'après le recensement général de la population et de l'habitat de 2012<sup>3</sup>, le matériel de construction principal **au niveau national** en milieu urbain est le banco tandis que la paille est le matériel le plus utilisé en milieu rural. Comme souligné dans le tableau ci-dessous, le matériel le plus utilisé en milieu rural et urbain dans la **région de Diffa** en 2012 était le banco. Cependant, une part importante des logements ruraux (39%) étaient des cases construites avec de la paille, des peaux d'animaux, ou des nattes.

**Tableau 3 : Type d'habitat au niveau national et de la région de Diffa, par type d'habitat (Recensement 2012)**

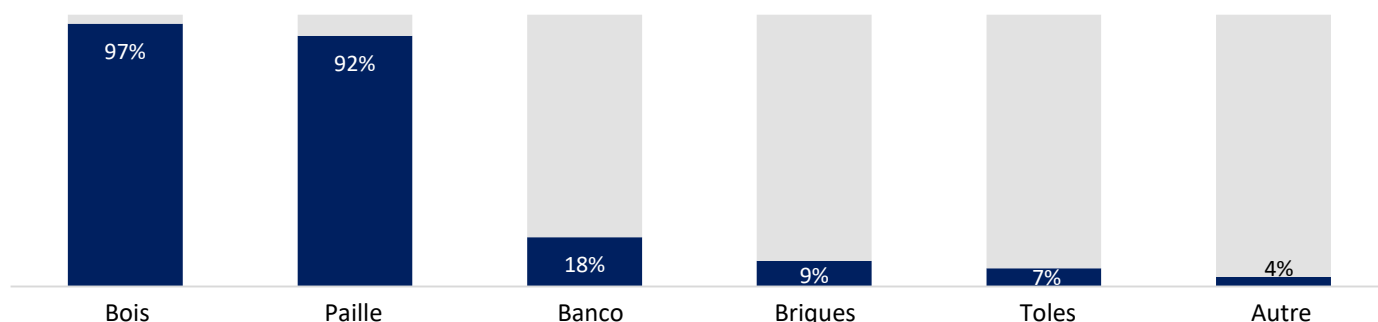
Niveau Admin	Type de milieu	Case	Maison en banco	Villa	Immeuble	Tente	Baraque / Cabane / Hangar	Maison de type célibatérium	Autre	N/A
Diffa	Urbain	8.3	79.4	5.7	0.1	0.2	1.0	1.6	2.9	0.9
	Rural	39.0	47.2	0.4	0.0	3.9	5.4	0.0	3.4	0.7
Niger	Urbain	9.9	54.7	15.7	0.5	0.3	1.0	14.5	2.7	1.0
	Rural	29.5	64.5	0.6	0.0	2.0	0.9	0.1	2.1	0.0

Cette information est particulièrement intéressante étant donné qu'elle est basée sur des données collectées avant le début de la crise de déplacement à Diffa ; elle représente donc la situation des logements à Diffa avant le conflit.

Les résultats de cette enquête soulignent la prévalence du bois (97%) et de la paille (92%) comme matériaux utilisés pour la construction des abris. Les autres matériaux utilisés incluent le banco (18%), briques (9%), tôles (7%) et autres matériaux non spécifiés (4%).

La prévalence du bois et de la paille comme matériaux de construction pourrait être expliquée par les facteurs suivants : 1) la population déplacée vient de zones rurales où le bois et la paille sont les matériaux de construction le plus fréquemment utilisés, et ils les utilisent donc naturellement pour construire les abris dans les zones de déplacement ; 2) leur déplacement et potentielle perte des activités génératrices de revenus a réduit leur moyens financiers, les poussant à collecter les matériaux dans la nature ou à acheter des matériaux d'une valeur moindre ; et 3) la nature courte de la durée du déplacement, perçue ou attendue, peut dissuader les ménages déplacés de construire des logements en utilisant des matériaux solides et durables (e.g. banco, briques, etc.).

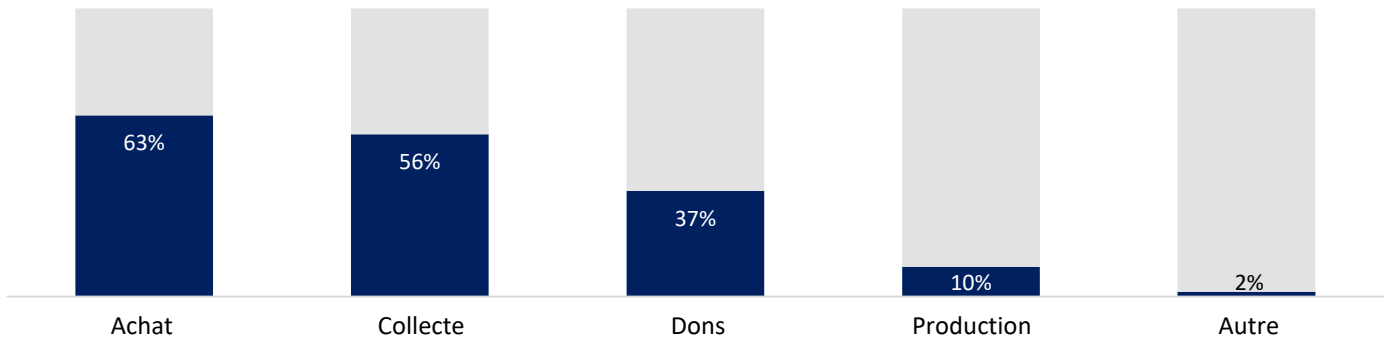
**Graphique 28 : Matériaux principaux utilisés pour la construction d'abris**



<sup>3</sup> Ibid

Les matériaux de construction sont principalement obtenus par l’achat (63%) et la collecte (56%). Les autres moyens d’obtention incluent les dons (37%), la production (10%), et autres sources non spécifiées (2%). Le pourcentage élevé de ménages obtenant ces matériaux par la collecte pourrait renforcer l’information mentionnée ci-dessus selon laquelle les ménages déplacés ont des ressources limitées pour construire leurs abris et ont donc opté pour des matériaux pouvant être collectés dans la nature.

**Graphique 29 : Source des matériaux utilisés pour la construction d’abris**



Le matériel le plus utilisé, tant pour la cuisson des aliments que pour la construction des abris, est le bois. Comme mentionné précédemment, cela pourrait avoir un effet négatif sur un environnement fragile déjà affectée par la déforestation. Ce phénomène est aggravé par l’augmentation de la collecte de bois comme une activité génératrice de revenus, nouvellement entreprise par 17% des ménages interviewés.

## CONCLUSION

L’objectif général de cette enquête est de mieux comprendre les intentions de mouvements des personnes actuellement déplacées. D’après les résultats de l’enquête, 18% des ménages ont l’intention d’entreprendre un mouvement, dont 16% voulant rentrer dans la localité d’origine et 1% voulant se rendre dans une localité autre. Ces informations soulignent le fait que les retours continuent, à un rythme relativement lent. Cette enquête confirme cette tendance étant donné qu’elle indique que la majorité des ménages déplacés n’ont pas, pour le moment, l’intention de retourner dans leur zone d’origine. La sécurité, les raisons psychosociales, et les problèmes financiers sont les éléments principaux empêchant le retour des personnes déplacées. Ainsi, les préconditions principales identifiées pour faciliter les retours sont relatifs à la présence des forces de sécurité, la fourniture d’assistance et la réparation des logements dans les zones de retour.

## ANNEXES

### ANNEXE 1 : APERCU DES LIEUX EVALUES ET NOMBRE DE REpondANTS PAR DEPARTMENT/COMMUNE/VILLAGE

Division administrative	# Ménages	# Individus
<b>Département of Diffa</b>	<b>1 407</b>	<b>9 219</b>
<b>Commune of Chetimari</b>	<b>333</b>	<b>2 033</b>
Boudouri	51	312
Chetimari	69	407
Gagamari	71	499
Maïna Kaderi	48	284
Mourimadi	43	233
Ngourtoua	51	298
<b>Commune of Diffa</b>	<b>344</b>	<b>2 335</b>
Adjimeri	66	416
Awaridi	63	440
Diffa Koura	61	368
Festival	61	412
Kayawa	61	471
Sabon Carre	32	228
<b>Commune of Gueskerou</b>	<b>730</b>	<b>4 851</b>
Assaga	64	362
Baroua Koura	38	251
Djalori	63	362
Elh Mainari	59	416
Garin Dogo	59	453
Garin Wanzam	50	295
Gueskerou	76	606
Kangouri Mamadou	107	620
Kindjandi	67	392
Ngagam	93	662
Ngayami	54	432
<b>Département of Mainé Soroa</b>	<b>259</b>	<b>1 941</b>
<b>Commune of Mainé Soroa</b>	<b>259</b>	<b>1 941</b>
Djambourou dune	54	352
Embranchement Tam	57	422
Guidan Kadji	50	497
Abdouri	53	331
Kouble Iguire	45	339
<b>Département of N'guimi</b>	<b>118</b>	<b>970</b>
<b>Commune of Kablewa</b>	<b>118</b>	<b>970</b>
Ari Koukori	51	483
Kabalewa	67	487
<b>Total</b>	<b>1 784</b>	<b>12 130</b>

## ANNEXE 2 : QUESTIONNAIRE MENAGE

### Instructions

- Ce formulaire est adressé aux ménages et le formulaire doit être effectué avec le chef de ménage. Si le chef de ménage n'est pas présent le questionnaire peut être administré avec un membre de sa famille qui est conscient de la situation de la famille.
- Le questionnaire ne doit pas être fait avec des enfants.
- Chaque fois que vous voyez ce symbole  dans les réponses vous devez cocher **une réponse**.
- Chaque fois que vous voyez ce symbole  dans les réponses vous pouvez cocher **au maximum trois réponses**.
- Avant de commencer le questionnaire, expliquez à haute voix le principe du consentement à la personne.

#### Consentement : (expliquez à voix haute)

J'effectue une recherche pour l'Organisation internationale pour les migrations et souhaite vous inviter à y participer. La recherche porte sur la situation des ménages pour mieux comprendre leur situation économique ainsi que leur utilisation de ressources pour le chauffage.

Votre participation aidera à assurer que les programmes soient orientés avec justesse et fiabilité et prennent en compte vos préoccupations. Votre participation est volontaire et vos données personnelles ne seront pas partagées avec un tiers. Il n'y aura aucun dédommagement ni sanction pour y participer ou non.

Acceptez-vous de participer à cette recherche ?

Cochez pour confirmer que vous avez obtenu le consentement de vive voix  Oui

### A. MODALITES TECHNIQUE ET LOCALISATION

<b>A1.</b> Date de l'évaluation	j	j	-	m	m	-	2	0	1	7	<b>A2.</b> Heure de l'évaluation	
<b>A3.</b> Nom de l'énumérateur												
<b>A4.</b> Région						<b>A5.</b> Département						
<b>A6.</b> Commune						<b>A7.</b> Ville / Village						

### B. SITUATION DU MENAGE

<b>B.1.1.</b> Nom du répondant						<b>B.1.2.</b> Sexe du répondant	<input type="radio"/> Homme <input type="radio"/> Femme					
<b>B.1.3.</b> Age exact du répondant						<b>B.1.4.</b> Téléphone du répondant						
<b>B.1.5.</b> Nationalité du répondant	<input type="radio"/> Niger <input type="radio"/> Nigéria <input type="radio"/> Tchad <input type="radio"/> <b>B.1.5.1.</b> Autre, précisez : _____											
<b>B.2.0.</b> Combien de membres de la famille vivant actuellement avec la personne interrogée (répondant inclus)	<b>Âge</b>		0-5	6 - 12	13 - 17	18 - 45	45 - 60	60+	<b>TOTAL</b>			
	Hommes/Garçons											
	Femmes/Filles											
<b>B.3.0.</b> Etes-vous originaire de cette communauté, de ce lieu où nous nous trouvons ?	<input type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non											
<b>B.4.0.</b> Si non, lieu d'origine du ménage	<b>B.4.1.</b> Pays						<b>B.4.4.</b> Commune/Ward					
	<b>B.4.2.</b> Région	State					<b>B.4.5.</b> Ville/village					
	<b>B.4.3.</b> Département	LGA					<b>B.4.6.</b> Centre urbain le plus proche de ce lieu					

### C. SITUATION DE DEPLACEMENT

<b>C.1.</b> Est ce que votre ménage a déjà été déplacé par le passé ?											
<input type="radio"/> NON, jamais											
<b>C.1.1a.</b> Depuis quelle année êtes-vous déplacé ?											



<input type="radio"/> OUI, je suis actuellement déplacé (une fois ou multiple fois)	<input type="radio"/> Avant 2014 <input type="radio"/> 2014 <input type="radio"/> 2015 <input type="radio"/> 2016 <input type="radio"/> 2017	
	<b>C.1.1b. Votre famille s'est-elle déplacée toute seule ou avec d'autres familles?</b> <input type="radio"/> Seule <input type="radio"/> Avec d'autres familles	
	<b>C.1.1b. Est-ce que les personnes déplacées de votre communauté d'origine ont commencé à rentrer ?</b> <input type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non	
<input type="radio"/> OUI, j'ai été déplacé par le passé et je suis de retour sur mon lieu d'origine	<b>C.1.2.a. Pendant combien de temps avez-vous été déplacé ?</b> <input type="radio"/> Pendant moins de 3 mois <input type="radio"/> Entre 3 mois et 6 mois <input type="radio"/> Entre 6 mois et 1 an <input type="radio"/> Entre 1 et 3 ans <input type="radio"/> Plus de 3 ans	
	<b>C.1.2.b. Quand êtes-vous revenu ?</b> <input type="radio"/> Il y a moins de 3 mois <input type="radio"/> Il y a entre 3 mois et 6 mois <input type="radio"/> Il y a entre 6 mois et 1 an <input type="radio"/> Il y a plus d'un an	
	<b>C.1.2.c. Pourquoi êtes-vous revenu ?</b> <input type="checkbox"/> Raisons familiales <input type="checkbox"/> Tensions avec les communautés hôtes <input type="checkbox"/> Raisons économiques <input type="checkbox"/> Amélioration de la sécurité dans la zone d'origine <input type="checkbox"/> Discrimination / persécution <input type="checkbox"/> Insécurité dans la zone de déplacement <input type="checkbox"/> Déportation ou retour forcé <input type="checkbox"/> Pas d'assistance pendant le déplacement <input type="checkbox"/> Autre, spécifiez: _____	
	<b>C.1.2.d. Comment a été organisé le retour ?</b> <input type="radio"/> Ma famille entière en une fois <input type="radio"/> La communauté entière <input type="radio"/> Le chef de famille en premier, puis les autres membres <input type="radio"/> Seules quelques familles	
	(This section contains the same content as the previous row for C.1.2.d.)	
	(This section contains the same content as the previous row for C.1.2.d.)	

**SECTION NE CONCERNANT QUE LES PERSONNES AYANT REPONDU : « OUI, je suis actuellement déplacé (une fois ou multiple fois) »**

<b>C.2. Si vous aviez le choix d'aller ailleurs, que feriez-vous?</b>	<input type="radio"/> Oui, je quitterai ce lieu <input type="radio"/> Non, je ne quitterai pas ce lieu
Si la personne a répondu <b>qu'elle quittera ce lieu</b> , posez-lui seulement les questions de <b>C.5 à 10</b> . Si la personne a répondu <b>qu'elle ne quittera pas ce lieu</b> , posez-lui seulement les questions <b>C.11 et C.12</b> .	
<b>OUI, JE QUITTE MON LIEU DE DEPLACEMENT</b>	
<b>C.5. Avez-vous une idée de l'endroit où vous voulez aller ?</b>	
<input type="radio"/> J'irais vers mon lieu d'origine	<input type="radio"/> J'irais vers un <b>autre</b> lieu que mon lieu d'origine
Si la personne a répondu <b>qu'elle irait vers un lieu AUTRE que son lieu d'origine</b> , posez lui les questions C.6.1, C.6.2 et C.7.  Sinon passez à la question C.8	<b>C.6.1. Si vous allez vers un autre lieu que votre lieu d'origine, avez-vous une idée de votre nouvelle destination ?</b> <input type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non
	<b>C.6.2. Si oui, précisez la localité :</b> Pays : _____ Région : _____ Département : _____ Commune : _____ Ville / Village : _____
	(This section contains the same content as the previous row for C.6.2.)

	<p><b>C.7</b> Si vous allez vers un autre lieu que votre lieu d'origine, pourquoi avez-vous choisi d'aller ailleurs? (trois (3) choix possible)</p> <p><input type="checkbox"/> Opportunités d'activités économiques</p> <p><input type="checkbox"/> Opportunités d'assistance</p> <p><input type="checkbox"/> Présence d'infrastructure et services de base</p> <p><input type="checkbox"/> Plus de sécurité</p> <p><input type="checkbox"/> Décision des chefs traditionnels ou autorités</p> <p><input type="checkbox"/> <b>C.7.1</b> Autre _____</p>
<p><b>C.8</b> Pourquoi envisagez-vous quitter ce lieu de déplacement ? (trois (3) choix possible)</p> <p><input type="checkbox"/> Aller vers un lieu sécurisé</p> <p><input type="checkbox"/> Rechercher de moyens de subsistance</p> <p><input type="checkbox"/> Manque de sécurité sur le site de déplacement</p> <p><input type="checkbox"/> Rechercher des autres membres de ma famille</p> <p><input type="checkbox"/> Pression/Intimidation/Violence</p> <p><input type="checkbox"/> Manque de disponibilité de services sur le site de déplacement</p> <p><input type="checkbox"/> Problèmes de cohabitation avec les communautés hôtes</p> <p><input type="checkbox"/> Pour avoir meilleur accès aux services de base (éducation, santé, etc.)</p> <p><input type="checkbox"/> <b>C.8.1</b> Autre : précisez _____</p>	
<p><b>C.9</b> Dans combien de temps envisagez-vous de quitter ce lieu déplacement? (un (1) choix possible)</p> <p><input type="radio"/> De 1 à 4 semaines    <input type="radio"/> De 1 à 3 mois    <input type="radio"/> De 3 à 6 mois    <input type="radio"/> De 6 à 12 mois    <input type="radio"/> Au moins 1 an    <input type="radio"/> Ne sait pas</p>	
<p><b>C.10</b> Pourquoi ne partez-vous pas dès aujourd'hui ? (trois (3) choix possible)</p> <p><input type="checkbox"/> Je n'ai pas les moyens financiers pour rentrer</p> <p><input type="checkbox"/> Manque de logement (détruit/pas de logement)</p> <p><input type="checkbox"/> Mes biens sont volés ou pillés</p> <p><input type="checkbox"/> Traumatisme / Raisons Psychologiques</p> <p><input type="checkbox"/> Pas d'aide humanitaire dans mon lieu de retour</p> <p><input type="checkbox"/> Attente de la décision des chefs traditionnels ou autorités</p> <p><input type="checkbox"/> Lieu de retour se trouve dans une zone non accessible/pas sécurisé</p> <p><input type="checkbox"/> Pas d'infrastructures fonctionnelles dans la zone de retour</p> <p><input type="checkbox"/> Pas de reprise des activités économiques sur ma zone de retour</p> <p><input type="checkbox"/> J'attends de voir l'évolution de la situation des personnes déjà rentrées</p> <p><input type="checkbox"/> <b>C.10.1</b> Autre, précisez _____</p>	
NON JE NE QUITTE PAS MON LIEU DE DEPLACEMENT	
<p><b>C.11</b> Si vous ne comptez pas quitter ce lieu de déplacement, pourquoi ? (trois (3) choix possible)</p> <p><input type="checkbox"/> Peur/crainte/traumatisme</p> <p><input type="checkbox"/> Absence des forces de l'ordre dans le lieu de retour</p> <p><input type="checkbox"/> Sentiment de sécurité dans cet endroit actuellement</p> <p><input type="checkbox"/> Manque de moyens financiers</p> <p><input type="checkbox"/> Non reprise des activités économiques dans le lieu d'origine</p> <p><input type="checkbox"/> Nos activités commencent à être productives ici</p> <p><input type="checkbox"/> On attend de voir comment évolue la situation sécuritaire</p> <p><input type="checkbox"/> Meilleure disponibilité des services de base dans ce village</p> <p><input type="checkbox"/> Plus d'assistance humanitaire ici</p> <p><input type="checkbox"/> <b>C.11.1</b> Autre, précisez _____</p>	
<p><b>C.12</b> Quels facteurs vous motiveraient à quitter le lieu de déplacement ? (trois (3) choix possible)</p> <p><input type="checkbox"/> Assurer la présence des forces de sécurité dans ma zone d'origine</p> <p><input type="checkbox"/> Bénéficier de l'aide humanitaire dans le village d'origine</p> <p><input type="checkbox"/> Réparation de mon logement</p> <p><input type="checkbox"/> Retour des autorités civiles dans mon village / zone d'origine</p> <p><input type="checkbox"/> Amélioration de l'accès aux services de base (eau, nourriture, éducation, santé, etc.)</p> <p><input type="checkbox"/> Accès à l'emploi / moyens de subsistance</p> <p><input type="checkbox"/> <b>C.12.1</b> Autre, précisez _____</p>	

**D. SITUATION ECONOMIQUE**



**D.10. Quels types d'activités souhaiteraient vous faire ? Soit à la place ou en plus des activités que vous faites déjà ?**

---

**D.11. Qu'est-ce qui vous empêche de mettre en place ces activités ?**

Manque de moyens financiers     
  Manque de temps     
  Non disponibilité des terres     
  Discrimination  
 Manque de clients     
  Manque d'expérience     
  Non disponibilité des matériels     
  Autre

**D.12. Avez-vous la possibilité de reprendre une activité génératrice de revenus dans votre lieu de retour ? (un (1) choix possible)**

Oui     
  Non, pas assez de moyens     
  Non, les conditions sécuritaires ne le permettent pas     
  Ne sait pas

**D.13. Qu'est-ce qui vous permettrait de reprendre ou améliorer votre activité économique à votre retour ? (un (1) choix possible)**

Formation     
  Appui en intrants (semences, bétails)     
  **D.31.1** Autre, précisez : \_\_\_\_\_  
 Reconversion     
  Accès à des terres agricoles     
 \_\_\_\_\_  
 Appui en matériaux techniques     
  Fonds pour démarrer les activités     
 \_\_\_\_\_

**E. IMPACT ENVIRONNEMENTAL DU DEPLACEMENT**

**E.1. Quels combustibles sont utilisés pour la préparation des aliments ?**

TYPE D'ENERGIE	UTILISÉ PAR LE MÉNAGE	SOURCE : 1=Achat; 2=Collecte; 3= Production; 4= Don ; 5=Autre (précisez).	AUJOURD'HUI		IL Y A UN (1) AN	
			COUT MENSUEL (en CFA)	DISTANCE (en Km)	COUT MENSUEL (en CFA)	DISTANCE (en Km)
Bois	<input type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non					
Charbon de bois	<input type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non					
Gaz	<input type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non					
Electricité	<input type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non					
Solaire	<input type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non					
Autre, précisez :						

**E.2. SI VOUS N'UTILISEZ PAS DE GAZ, pourquoi ?**

Trop cher     
  Inaccessible     
  Autre  
 Inexistant     
  Ne connaît pas

**E.3. Quels sont les matériaux principaux utilisés pour la construction des abris ?**

TYPE DE MATÉRIAUX	UTILISÉ PAR LE MÉNAGE	SOURCE : 1=Achat; 2=Collecte; 3= Production; 4= Don ; 5=Autre (précisez).
Bois	<input type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non	
Paille	<input type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non	
Banko	<input type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non	
Tôles	<input type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non	
Briques	<input type="radio"/> Oui <input type="radio"/> Non	
Autre, précisez :		